Dessinons ensemble le progrès pour mieux l'adopter

Publié le 14 octobre 2020

Mouvement perpétuel inhérent à la condition humaine, le progrès vise à améliorer le bien-être de tous. C'est à la fois une démarche d'adaptation positive à son environnement et une entreprise d'envergure pour relever les défis dans de multiples domaines vitaux pour notre avenir : climat, démographie, éducation, santé, énergie, transports, emploi... Si le progrès demeure une valeur dans les pays émergents et en plein développement, en Asie comme en Afrique, l'Europe douterait désormais de ses vertus et en aurait perdu progressivement le sens. Pour mieux appréhender les enjeux, le MEDEF a fait réaliser par Odoxa, une étude sur le rapport des Français et d'autres européens au progrès.

Dans le cadre de cette étude, Odoxa a intérrogé un échantillon représentatif de 1 000 Français et 2 000 autres Européens (500 Britanniques, 500 Allemands, 500 Espagnols et 500 Italiens). Si les Français expriment plus souvent une vision positive que négative du progrès (31 % des Français ont en effet une vision bénéfique du progrès), ils se montrent toutefois plus critiques que leurs voisins. Les plus enthousiastes étant les Britanniques, qui sont 60 % a souligner les bénéfices du progrès.

Les Français se sentent par ailleurs majoritairement mal informés sur les grands domaines de la recherche, plus encore que les autres Européens. Sur les 9 grands domaines proposés dans l'enquête, seule l'informatique tire ainsi son épingle du jeu. En revanche, nos compatriotes se disent très peu au fait des progrès en climatologie, mathématiques, biologie, sciences spatiales, physique et chimie. Aux yeux des Français, c'est dans les domaines de la santé et de l'accès à l'information que l'on a enregistré les plus grands progrès récemment.

Quant aux critiques à l'égard du progrès, les Français considèrent qu'il est générateur de surconsommation, de surproduction et menaçant pour l'environnement.

Egalement interrogés sur la place des start-up, les Français les jugent à 81 % porteuses d'innovations, mais ne sont que 66 % à les juger essentielles à l'économie du pays, contre 72 % pour la moyenne des Européens.

Plus problématique, 67 % des Français se disent aujourd'hui favorables à la « *décroissance* ».

Pourtant, ils rejettent largement ce que pourrait impliquer une réduction de la production des biens et des services, comme par exemple, les règles pour limiter la consommation, la réduction des investissements en recherche et innovation ou encore la fermeture d'entreprises et de commerces en France.

Pour Anne Lauvergeon et Patrick Errard, co-présidents de la commission Innovation du MEDEF, tous ces constats « *donnent matière à réfléchir sur les efforts à fournir pour relancer le mouvement du progrès et nous ouvre les perspectives d'un récit positif à construire pour le promouvoir et réconcilier l'opinion publique avec son développement* ».

>> Télécharger l'étude au format PDF

>> Lire l'interview de Geoffroy Roux de Bézieux sur le sujet sur le site de l'Opinion (réservé aux abonnés)